

Partie I – Questions à l'intention des États non contractants

A. Raisons pour lesquelles votre État n'est pas un État contractant	
<p>(1) Pourquoi votre État n'est-il pas un État contractant à la Convention Preuves ?</p> <p><i>Cochez la ou les case(s) applicable(s)</i></p>	<p><input type="checkbox"/> Les autorités de votre État n'en voient pas l'intérêt (par ex. en comparaison des régimes établis en vertu d'autres traités en matière d'entraide judiciaire) – précisez :</p> <p><input type="checkbox"/> Jusqu'à présent, le nombre d'affaires nécessitant l'obtention de preuves à l'étranger a été faible dans votre État ; votre État ne ressent donc pas le besoin de souscrire à un régime mondial</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Il existe dans votre ordre juridique interne des obstacles juridiques empêchant votre État de devenir un État contractant à la Convention – précisez :</p> <p><i>La Convention n'inclut pas de clauses pour État à plusieurs unités. De telles clauses permettraient au Canada d'étendre l'application de la Convention seulement aux provinces et territoires qui mettent en œuvre la Convention. Sans ces clauses, la Convention devrait être mise en œuvre par tous les provinces et territoires canadiens, ce qui est plus difficile.</i></p> <p><input type="checkbox"/> Certaines questions spécifiques découlant de la Convention dissuadent votre État de devenir un État contractant – expliquez :</p> <p><input type="checkbox"/> Votre État ne dispose pas des moyens ou ressources nécessaires à une bonne mise en œuvre de la Convention</p> <p><input type="checkbox"/> Cette question n'a jusqu'à présent jamais été étudiée en détail (voir aussi la question 2)</p> <p><input type="checkbox"/> Autre – expliquez :</p>
B. Examen de la Convention Preuves	
<p>(2) Votre État examine-t-il actuellement la Convention Preuves en vue de devenir un État contractant, ou envisage-t-il de l'examiner en vue de devenir un État contractant ?</p>	<p><input type="checkbox"/> Oui – précisez (état d'avancement de l'examen, calendrier éventuel, etc.) :</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Non</p>
C. Thèmes à inscrire à l'ordre du jour de la réunion de la Commission spéciale	
<p>(3) Votre État souhaite-t-il que certains thèmes spécifiques ou questions pratiques soient abordés lors de la réunion de la Commission spéciale concernant la Convention Preuves ?</p>	<p><input type="checkbox"/> Oui – précisez :</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Non</p>